



31789  
**DISTR:**  
**ECA/EASRDC/ICE/V/04**  
**Septembre 1997**  
**Original: Français**

**NATIONS UNIES**  
**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

---

**Centre de Développement Sous-Régional**  
**Pour l'Afrique de l'Est**

**Cinquième Réunion du Comité**  
**Intergouvernemental d'Experts**

**14-18 Avril 1998**  
**Addis Abeba (Ethiopie)**

**CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISATIONS**  
**INTERGOUVERNEMENTALES ET LES ETATS MEMBRES**  
**DU CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL**  
**POUR L'AFRIQUE DE L'EST**

## TABLE DES MATIERES

	PAGE
A. INTRODUCTION . . . . .	1
B. CONSULTATION AVEC L'AUTORITE INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT (IGAD) . . . . .	2
1. Infrastructures de développement . . . . .	3
1.1. Réseau routier sous-régional . . . . .	3
1.2. Réseau ferroviaire sous-régional . . . . .	4
2. Sécurité alimentaire et protection de l'environnement . . . . .	8
3. Demande d'assistance . . . . .	9
C. CONSULTATION AVEC LA COOPERATION DE L'AFRIQUE DE L'EST (EAC) . . . . .	13
1. Mandat et objectifs de la coopération de l'Afrique de l'Est . . . . .	13
2. Domaines de coopération identifiés . . . . .	13
3. Ordre de priorité des domaines de coopération identifiés . . . . .	14
4. Requête de l'assistance pour une étude d'évaluation de l'état des ports du Lac Victoria . . . . .	17
D. CONSULTATION AVEC LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO . . . . .	19

## A. INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en oeuvre de son programme de travail pour l'année 1997, le Centre de Développement Sous-Régional pour l'Afrique de l'Est (CDSR/AE) a organisé des Consultations avec l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), la Coopération de l'Afrique de l'Est (EAC) et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Lors de ces consultations, tous les interlocuteurs concernés ont été informés du programme de travail du CDSR/AE qui comprend les quatre volets suivants:

- i) Fournir un appui technique aux communautés économiques régionales et coopérer avec elles: un aspect important à cet égard est la coopération internationale à l'intérieur et à l'extérieur de la sous-région. Ici, il s'agit de suivre essentiellement les principales questions de développement en vue de mieux permettre à la CEA d'appliquer des méthodes collectives pour résoudre les questions de développement communes et d'avoir un plus grand impact.
- ii) Faciliter la constitution de réseaux et l'échange de l'information entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé au sein du CDSR de l'Afrique de l'Est: en mettant l'accent sur la publication de l'information ayant trait au développement économique et social et à la question des disparités entre les sexes dans la sous-région de l'Afrique de l'Est. Il s'agit de mettre l'accent sur les activités de promotion et la mise en place de capacités par le biais de discussions sur les politiques, des séminaires, des stages de formation et des missions consultatives dans les communautés économiques sous-régionales, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales de l'Afrique de l'Est.
- iii) Assurer la coordination des programmes opérationnels des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, en collaboration avec le PNUD et le système des coordinateurs résidents des Nations Unies. Les commentaires, réunions, activités conjointes et l'échange d'information sur des projets de coopération et d'intégration sous-régionales avec les représentations de toutes les autres institutions spécialisées des Nations Unies, la Banque mondiale et les bureaux de coopération multilatérale situés dans les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est seront les produits escomptés de la coordination, de l'harmonisation et de la liaison en ce qui concerne les projets portant sur la coopération et l'intégration régionales.
- iv) Assurer un plus grand impact de la CEA dans la sous-région du CDSR pour l'Afrique de l'Est: traduire les politiques et stratégies de la CEA en programmes de développement pouvant être exécutés dans la sous-région grâce à la diffusion des conclusions, résolutions et principales publications de la Commission dans la sous-région; participer aux activités de collecte de données et aux missions consultatives dans la sous-région de l'Afrique de l'Est.

S'agissant des services consultatifs et d'assistance qui figurent dans le programme de travail de ce centre, il a été précisé que ces services seront fournis aux pays, aux

Communautés Economiques Régionales (RECs), aux Organisations Intergouvernementales (OIG) et aux organisations non gouvernementales (ONG) de la sous-région, à leur demande. Le Centre pourra ainsi fournir son assistance pour produire les produits prioritaires dans le domaine de la Coordination et de l'Harmonisation au niveau macro-économique des activités entreprises par les pays de l'Afrique de l'Est. Il s'agit notamment de: l'intégration au niveau sous-régional de la production et des infrastructures économiques, sécurité alimentaire, agriculture et sylviculture, environnement, population et promotion sociale, question de la disparité entre les sexes, développement rural et urbain, gouvernance, édification de la paix, reconstruction et relèvement. La question de la disparité entre les sexes se retrouvant dans tous les programmes de rénovation de la CEA, des produits prioritaires seront identifiés pour promouvoir un rôle dirigeant des femmes en matière de prise de décisions et de gestion dans les pays de l'Afrique de l'Est.

Ces produits seront ainsi déterminés en consultation avec les CER, les OIG et les ONG et seront exécutés en étroite collaboration avec la Division de la Coopération et de l'intégration régionale et les autres Divisions techniques.

#### **B. CONSULTATION AVEC L'AUTORITE INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IGAD)**

Les sept Etats de l'Afrique de l'Est membres de l'IGAD (Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Somali, Sudan et l'Ouganda) couvrent ensemble une superficie de 5.2 de km et disposent d'une population totale de plus de 140 millions d'habitants.

Le taux de croissance moyen de population qui est de 3% est le taux le plus élevé du monde. La moitié de cette population est âgée de moins de 14 ans. La sous-région de l'IGAD manque des infrastructures inter-états développées, à savoir: des réseaux routiers, ferroviaires et des télécommunications pour appuyer le commerce régional, la circulation des personnes et des biens qui constituent un véritable canal d'échange d'information.

Cette sous-région est victime de la sécheresse qui gêne le développement de l'élevage et la production agricole. On constate une rareté de pluies dans plus de 80% des pays de l'IGAD, d'où l'insécurité alimentaire dans ces pays. La dégradation de l'environnement résultant des conditions naturelles et des désastres causés par l'homme rendent improductives plus de 40% de la superficie totale de la sous-région de l'IGAD.

Soucieux de trouver des solutions à tous ces problèmes au niveau sous-régional, les Chefs d'Etats ont confié comme mandat à l'IGAD: **"de coordonner et d'harmoniser les politiques dans les domaines des infrastructures de développement, de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement, de la prévention, gestion et résolution des conflits et des questions humanitaires.**

Dans le cadre de l'exécution de ce mandat, l'IGAD a fait état des activités prioritaires et des profils des projets dans les domaines prioritaires. En ce qui concerne les activités prioritaires, IGAD concentre ses efforts sur la coordination et l'harmonisation des politiques de développement, sur les stratégies et les programmes sous-régionaux émanant des domaines prioritaires de coopération, à savoir: la Sécurité alimentaire et l'Environnement, les infrastructures de Développement et la prévention, la gestion et la résolution des Conflits et des questions humanitaires.

Une attention particulière est portée sur le renforcement des infrastructures nationales indispensables pouvant faciliter la mise en oeuvre des programmes et projets sous-régionaux, la collecte et l'analyse d'information, la constitution de banque de données et la dissémination de ces données.

A cet effet, IGAD amorce des études sectorielles, formule des propositions des projets sous-régionaux et s'efforce de mobiliser l'assistance technique et les financements requis. S'agissant des profils des projets, ceux-ci émanent des domaines prioritaires ci-après:

## **1. Infrastructures de développement**

### **1.1. Réseau routier sous-régional**

#### **1.1.1. Liaison routière Nairobi - Autoroute Addis Abeba en passant par Isiolo - Moyale**

Il s'agit d'une route située à 200 km au Nord de Nairobi au Kenya et qui débouche sur Moyale, ville frontalière entre le Kenya et l'Ethiopie. C'est une route d'une longueur totale de 510 km.

En 1988, les gouvernements du Kenya et de l'Ethiopie avaient demandé par le canal de l'ex-IGADD<sup>1</sup>, à l'Union Européenne de bien vouloir assister l'organisation dans la réalisation des études de faisabilité et les études techniques sur le transport routier.

L'Union Européenne a répondu favorablement à cette requête et un accord a été signé entre les deux gouvernements et l'Union Européenne pour mener l'étude de faisabilité sur tout le réseau routier et une étude technique détaillée uniquement pour le tronçon de 130 km, reliant Isiolo à la rivière Merille.

L'exécution de ce projet a été confiée à l'autorité chargée du transport routier qui relève du Ministère Kenyan responsable, en collaboration avec le Secrétariat de l'IGAD. Cependant, la conception, la construction et la supervision de la route concernée devra faire l'objet de sous traitance avec des sociétés privées. Les travaux de maintenance restent de la responsabilité de l'Autorité des transports routiers du Kenya.

En ce qui concerne l'IGAD, elle est appelée à soutenir les efforts fournis au niveau sous-régional en mobilisant l'assistance financière et technique. IGAD pourra ainsi coordonner, assurer le contrôle et suivre la mise en oeuvre du projet.

#### **1.1.2. Liaison routière Gonder-Humera-Barentu/Gedarif**

La route concernée par ce projet relie le Nord-Ouest de l'Ethiopie, le Sud-Ouest de l'Erythrée et la partie orientale du Soudan. Toute l'étendue des routes concernées par ce

---

<sup>1</sup> IGADD qui signifiait "Autorité Intergouvernementale pour la sécheresse et le Développement a été transformée en "Autorité Intergouvernementale pour le Développement - IGAD" par la décision des chefs d'Etat lors du Sommet Extraordinaire tenu à Nairobi au Kenya, le 21 Mars 1996.

projet exige une construction nouvelle. En effet, la longueur totale de ces routes est de 570 km, dont 250 km couvrant le tronçon Gonder-Humera sont situés en Ethiopie, 160 km du tronçon Humera - Gedarif sont en République du Soudan et 160 km du tronçon Humera - Barentu sont situés en Erithrée. La réalisation de ce projet pourra aider à améliorer l'Autoroute Trans-Africaine en reliant la partie nord de la sous-région.

Ce projet sera coordonné par le Secrétariat de l'IGAD et par un comité conjoint dont les membres seront nommés par les trois gouvernements concernés. Les ministères responsables des transports routiers de trois pays concernés seront responsables chacun du réseau routier de leurs pays respectifs.

Les études de conception et de faisabilité, la construction des routes et le contrôle feront l'objet de sous-traitance avec des sociétés privées par voie d'appel d'offres. Les travaux de maintenance seront pris en charge par les autorités respectives des transports routiers.

### **1.1.3. Réfection des routes Dobi-Galafi-Yoboki**

Ce projet a pour objet d'améliorer des liaisons avec d'autres pays de l'IGAD. Il s'agit surtout de réfectionner la route existence qui relie Dobi en Ethiopie à partir d'Addis - Abeba jusqu'à Assab en Erithrée, pour déboucher sur la route Yoboki à Djibouti, en passant par le petit village de Galafi à Djibouti à la frontière Ethiopie/Djioubi.

Il existe déjà une route macadamisée qui relie la ville de Djibouti à celle de Yoboki et qui débouche sur la frontière d'Ethiopie sur un parcours de 42 km. Sur la longueur de ces 42 km, on constate une détérioration sérieuse des 17 km qui nécessitent une réhabilitation pour pouvoir relier l'Ethiopie à Djibouti. Le gouvernement Ethiopien a déjà entrepris les travaux de réhabilitation de la route Addis Abeba - Assab en Erithrée. Le réseau routier Dobi jusqu'à la frontière de Djibouti est en voie de reconstruction.

La République de Djibouti a déjà réhabilité avec le financement de la BAD le réseau routier qui relie Djibouti à Yoboki. Ce tronçon réhabilité du réseau routier Djibouti - Yoboki - Galafi et Dobi pourra réactiver le transport et augmenter le volume du transport routier entre la République de Djibouti et l'Ethiopie pour une période de 5 à 7 ans.

IGAD estime qu'il faudra dès lors élaborer une étude de faisabilité sur la construction d'une nouvelle route reliant les deux pays.

## **1.2. Réseau ferroviaire sous-régional**

### **1.2.1. Réhabilitation du réseau ferroviaire et des services de télécommunications entre le Kenya et l'Ouganda**

Les chemins de fer Kenyan et Ougandais disposent des réseaux respectifs de 2.700 km et 1,240 km. Ces chemins de fer jouent un rôle primordial dans les transports du Kenya et de l'Ouganda aussi bien que de l'ensemble des pays de l'IGAD.

Le rapport de l'Autorité ferroviaire du Kenya indique que durant la période 1994/1995, le volume du fret total transporté sur ce réseau était de 2,1 million de tonnes. Il est proposé une augmentation de 5.3 million de tonnes de fret jusqu'à l'an 2000. La

capacité maximum de transport de fret est de 19 million de tonnes par an. En ce qui concerne le transport des passagers, il a été estimé à 1.6 millions de voyages des passagers pour la période de 1994/1995.

Le chemin de fer relie le port de Mombasa au Kenya à Kampala en Uganda, en passant par Nairobi. Quant au service de télécommunication qui sert ce chemin de fer, il est doté d'un cable sous terrain déjà opérationnel installé sur le parcours de 480 km du premier réseau Mombasa - Nairobi. S'agissant du réseau Ouest de Nairobi à Kampala, il est servi par des cables aériens installés à l'époque coloniale et qui sont devenus obsolètes. Suite à cette obsolescence, les communications deviennent difficiles entre les réseaux reliant Nairobi-Nakuru et Malaba et entre Malaba, Jinja et Kampala.

En 1988, la Société Anonyme de Télécommunications (SAT) de France a entrepris une étude de faisabilité pour identifier le système de télécommunication le plus approprié qui pourrait s'accommoder avec le réseau existant Mombasa - Nairobi et relier le réseau Ouest de Nairobi à Kampala, en remplacement du réseau obsolète existant. Bien que l'étude ait démontré et confirmé la viabilité de ce projet, sa réalisation a été rendue impossible par manque de financement. Suite aux difficultés financières et compte tenu de l'urgence de communications sur le réseau ferroviaire, une solution provisoire a été mise en place. Il s'agit de l'installation d'un système provisoire du réseau de télécommunication "Communication Radio VHF" pour servir le réseau ferroviaire de l'Ouest de Nairobi. La première phase qui couvre 25 stations au Kenya est en voie de réalisation avec le financement de la Banque Mondiale. Il est indispensable que les travaux de réalisation se poursuivent pour couvrir les 50 stations restants afin de faciliter la communication sur tout le réseau ferroviaire de l'Ouest à partir de Nairobi à Kampala.

Il est indispensable et urgent de moderniser le système de télécommunication du réseau ferroviaire reliant Mombasa à Kampala. **Le coût total d'un tel projet est estimé à US\$ 18 million repartis comme suit:**

	en US\$
- Etude de faisabilité	800,000
- Approvisionnement et installation des équipements de transmission pour le réseau Mombasa-Nairobi	4,000.000
- Approvisionnement et installation des équipements de transmission pour le réseau Nairobi - Kampala	12,000.000
- Provision pour les services connexes	700.000
- Formation	500.000
<b>TOTAL</b>	<b>18,000.000</b>

La supervision et le contrôle du projet ainsi que la maintenance des services de télécommunication seront assurés par le Secrétariat de l'IGAD et par les sociétés de chemin de fer des pays concernées.

### **1.1.2. Amélioration et construction du chemin de fer Ethio-Djibouti**

Le chemin de fer Ethio-Djibouti appartient aux deux pays, la République Fédérale Démocratique d'Ethiopie et la République de Djibouti. Il a une longueur de 781 km dont 100 km sur le territoire Djiboutien et tout le reste sur le territoire Ethiopien.

Ce chemin de fer est l'un des principaux moyens de transport des frets (Cargo) d'Addis Abeba à Djibouti. Il dessert également les autres villes éthiopiennes pour avoir accès vers la mer. Le droit de propriété et le fonctionnement de ce chemin de fer sont régis par le Traité signé entre les deux gouvernements le 21 mars 1981. Ce chemin de fer est géré par le Conseil d'administration en conformité avec les dispositions du Traité.

Les services de chargement et déchargement des containers sont assurés par la Douane Ethiopienne. Mais on déplore un manque d'entrepôts et équipements modernes pour faciliter les services de chargement et déchargement des containers. Compte tenu du manque de facilités de transport des frets par voie ferrée de Djibouti à Dire Dawa en Ethiopie jusqu'à Addis Abeba, il est proposé de formuler un projet de modernisation du fonctionnement du chemin de fer Djibouti-Addis Abeba en passant par Dire Dawa. Ce projet comprend:

- a) l'amélioration de facilités au port de Djibouti pour éviter les débordements et
- b) l'amélioration des conditions de transport des frets par chemin de fer afin d'augmenter le volume du cargo transporté par la voie ferrée.

En effet, plus de 4000 containers sont transportés actuellement par an à l'importation et à l'exportation, par le chemin de fer Ethio-Djibouti. La réhabilitation de ce chemin de fer pourrait aider à augmenter le volume des containers transportés jusqu'à 17.000 containers par an.

Le projet de réhabilitation de chemin de fer Ethio-Djibouti dont le coût total est estimé à US\$ 15 millions, devra comprendre l'installation d'un équipement moderne de handling, d'un nouveau terminus des containers à Addis Abeba et l'organisation d'un programme complet de formation du personnel de chemin de fer.

### **1.2.3. Projet de réhabilitation et de modernisation des ports d'Assab/Massawa**

Les deux ports sont situés en République Erythréenne. Le port de Massawa dessert l'Erythrée, le Nord de l'Ethiopie et spécialement l'Est du Soudan, tandis que le port d'Assab est la principale voie d'accès de l'Ethiopie vers la mer. Plus de 95% de fret éthiopien passe par ce port qui constitue un grand Centre Commercial de l'Ethiopie. Le port de Massawa reçoit en moyenne plus de 300 bateaux transportant 660.000 tonnes de cargo par an, alors que plus de 450 bateaux accostent à Assab avec plus de 2.4 million de tonnes de marchandises.

Le port de Massawa a été sérieusement endommagé pendant la guerre, tandis que celui de Assab bien que relativement en bon état a perdu certains de ces équipements lors du pillage. Les deux ports souffrent des débordements dûs au manque d'équipements appropriés.

Le port de Massawa qui est considéré dans le cadre de l'intégration économique de l'IGAD, comme un port d'accès vers la mer pour l'Éthiopie, le Soudan et l'Érythrée, bénéficie d'un don du Japon en équipement de container. Le gouvernement de l'Érythrée a décidé de réhabiliter et de restructurer le port de Massawa pour lui donner un cadre commercial dans la sous-région de l'IGAD. Ce nouveau statut permettra au port de Massawa de jouir d'une certaine autonomie dans son fonctionnement et surtout dans la prise de certaines décisions opérationnelles purement commerciales. Il ne fait pas de doute que cette restructuration institutionnelle sera renforcée par des mesures d'encadrement telles que les nouveaux investissements dans les infrastructures et les équipements modernes.

Le projet de réhabilitation de ce port est basée sur une étude effectuée par la Banque Mondiale en 1995/1996.

L'objectif primordial de ce projet est de réhabiliter les infrastructures des ports en modernisant les postes d'amarrage et en introduisant les nouveaux équipements.

Ce projet de réhabilitation de deux ports de Massawa et d'Assab dont le coût total est estimé à US\$ 92.50 million y compris les imprévus, permettra à la sous-région de l'IGAD: a) de mettre sur pied les dispositions institutionnelles pour les appels d'offre, b) de réaliser les travaux de modernisation et d'installation des équipements de handling aux ports de Massawa et d'Assab et d) de mettre en oeuvre un programme de formation complet du personnel de ces deux ports.

La coordination de ce projet sera assurée par un comité de travail conjoint composé du Secrétariat de l'IGAD et du Département du Transport Maritime de l'Érythrée.

#### **1.2.4. Installation d'un système de gestion de l'information du terminal du container au Port de Mombasa**

Le port de Mombasa dessert le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Sud de l'Éthiopie et le Sud du Soudan. En 1995, plus 7.99 millions de tonnes de cargo de ces pays dont 6.01 millions de tonnes venant de l'importation et 1.92 millions de tonnes destinées à l'exportation sont passées par le port de Mombasa. Plus de 1129 navires ont accosté au port de Mombasa. La gestion des frets est manuel au port de Mombasa, à l'exception du système des cartes d'accès et la comptabilité des poids au chargement et déchargement.

Compte tenu de l'importance du trafic, l'administration du port de Mombasa compte informatiser toutes les opérations en introduisant un système de gestion de l'information qui pourra fournir une information fiable aux décideurs pour un fonctionnement efficace du terminal des frets et cargos. Les contraintes financières retardent la mise en oeuvre de ce projet.

La mise en oeuvre de ce système d'information à Mombasa pourrait faciliter la circulation de l'information dans les interpôts des containers à l'intérieur à Nairobi, Eldoret et Kisumu. La mise en oeuvre de ce projet dont le coût est évalué à US\$ 2.74 millions pourra aider à compléter les dispositions administratives, à installer un système intégré de gestion de l'information sur tout le parcours du fret et mettre en oeuvre un programme de formation complet du personnel chargé de la gestion du fret.

1.2.5. **Amélioration des raccordements du réseau PANAFTTEL existant (Nairobi - Moyale - Addis Abeba - Dessie - Assab -Djibouti - Berbera - Hargeisa)**

Ce projet est du réseau PANAFTTEL qui couvre les pays de l'Afrique Australe et de l'Afrique de l'Est. Ce raccordement part de l'Afrique du Sud jusqu'au Kenya en passant par Oleserewa en Tanzanie et s'étend jusqu'en Ethiopie, Erithrée, Djibouti, et Somalie. Ce réseau couvre les principales cités de la sous-région de l'IGAD ci-après: Nairobi - Moyale - Addis-Abeba - Dessie - Asmara/Dessie - Assab -Djibouti - Berbera - Hargeisa.

Le Secrétariat de l'IGAD accorde une grande priorité à ce projet, car la télécommunication constitue l'élément de base pour tout développement socio-économique. Il ne fait pas de doute que le développement de la communication au niveau sous-régional dans le cadre de l'IGAD pourra faciliter une intervention rapide dans le domaine de prévention des conflits, faciliter également la mise en oeuvre du système intégré de l'information de l'IGAD, surtout le système d'alerte et d'information alimentaire.

La mise en oeuvre de ce projet est confiée individuellement à chaque pays membre de l'IGAD pour le raccordement le concernant. Un ingénieur coordonnateur national du projet sera désigné dans chaque pays pour assurer la gestion du projet au niveau national.

Les dispositions institutionnelles réglementant la coopération, le développement des réseaux de télécommunications aux niveaux sous-régional et national et la disponibilité d'un réseau moderne et performant des services de télécommunications dans les états membres sont des résultats attendus de la mise en oeuvre de ce projet, dont le coût est évalué à US\$ 18 million.

## **2. SECURITE ALIMENTAIRE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

La sous-région de l'IGAD est confrontée à des difficultés financières énormes pour réaliser son programme de développement socio-économique et de la protection de l'environnement. Dans ce programme figurent certaines actions urgentes telles que: la déforestation, l'érosion du sol, l'urbanisation rapide, la pollution de l'air et de l'eau, le manque de terre, de ressources en eau et en énergie, sans oublier le désastre créé par l'homme qui provoque le mouvement des réfugiés et des déplacés, entraînant la dégradation de l'environnement et l'insécurité alimentaire.

Compte tenu de ces problèmes, IGAD estime que l'installation des systèmes d'information opérationnels sectoriels pourrait l'aider à programmer des politiques appropriées. A cet effet, IGAD a initié quelques actions pour établir au niveau sous-régional des systèmes d'information ci-après: a) centre de documentation et d'information, b) système d'alerte et d'information alimentaire et c) système d'information sur l'environnement.

IGAD accorde également une attention particulière sur le développement des recherches sur les variétés des cultures pour la production dans certaines zones désertiques. La vaccination, le contrôle des maladies dans l'élevage, la promotion du système éducatif et de formation en faveur de la protection de l'environnement, la prévention, la résolution et la gestion des conflits et l'éradication des crises humanitaires dans la sous-région figurent parmi les priorités du programme de l'IGAD.

### **3. Demande d'assistance**

Après l'échange d'information sur le programme de travail, le Secrétariat de l'IGAD a formulé une demande d'assistance dans les domaines du Commerce, Industrie et tourisme, transports, communications et télécommunication. Il s'agit de préparer des documents stratégiques qui comprendraient: l'état actuel des politiques économiques sectorielles des états membres, forces et faiblesses (principes); mesures à envisager pour amorcer le développement.

Il a été demandé également à notre centre de concevoir un projet de termes de référence à soumettre au Secrétariat de l'IGAD pour approbation avant de préparer les documents demandés.

**En ce qui concerne le document de stratégie commerciale**, notre Centre estime qu'à partir des objectifs assignés à l'IGAD en matière commerciale, l'équipe chargée de la préparation de ce document devra:

- i) analyser les politiques nationales en matière commerciale
- ii) identifier les différentes stratégies possibles en vue de la réalisation des objectifs de l'IGAD en matière commerciale:
  - création d'un système de marché IGAD avec comme perspective une zone d'échanges préférentiels, une zone de libre échange ou une union douanière IGAD;
  - adoption et gestion concertée du système de marché COMESA;
  - autres alternatives.
- iii) analyser et mettre en exergue les avantages et les contraintes de chacun des scénarii envisageables;
- iv) proposer la démarche la plus optimale pour l'espace régional IGAD et en dégager les principales implications par rapport:
  - aux stratégies nationales;
  - aux engagements des états membres dans le cadre des accords de l'OMC, du traité du COMESA et de celui de la Communauté Economique Africaine CEPA;
- v) identifier les instruments et/ou mécanismes juridiques, fiscaux, commerciaux, institutionnels,...etc à mettre en place la mise en oeuvre de la stratégie préconisée:
  - régime préférentiel négocié;
  - désarmement tarifaire linéaire ou dégressif;
  - TEC total ou partiel;
  - règles d'origine;

- nomenclature tarifaire et statistique;
  - régime de transit;
  - fonds de compensation;
  - documents et procédures à harmoniser ou à uniformiser (codes et régimes douaniers, modèles de déclaration en douane, certificats d'origine);
  - actions promotionnelles (foires, salons, expositions, missions commerciales);
  - disponibilisation de l'information commerciale...etc;
- vi) définir les rôles respectifs du Secrétariat de l'IGAD et des états membres dans la mise en oeuvre de la stratégie et la gestion des instruments et mécanismes proposés;
- vii) présenter une ébauche de calendrier qui tienne compte des engagements pris dans le cadre du COMESA, de la CEPA et de l'OMC;
- viii) élaborer des projets de protocoles sur la stratégie et les instruments de mise en oeuvre.

**S'agissant du document de stratégie industrielle, l'équipe est appelée à :**

- i) faire une analyse de synthèse des politiques et stratégies nationales des états membres, telles qu'elles ressortent des plans nationaux de développement et des programmes d'ajustement structurel;
- ii) présenter les caractéristiques essentielles des structures industrielles des états membres;
- iii) identifier les stratégies possibles de développement d'un tissu industriel régional:
  - stratégie de substitution aux importations;
  - promotion des industries d'exportation vers les pays tiers;
  - tissu régional intégré à travers une politique de spécialisation;
  - autres stratégies...etc;
- iv) mettre en exergue les portées et limites de chacune d'elles dans le contexte économique de l'espace IGAD;
- v) proposer une stratégie régionale de coopération industrielle qui synthétise au mieux les objets et les contraintes des états membres;
- vi) identifier les instruments nationaux et régionaux à mettre en place pour la réalisation des objectifs visés:
  - guichets uniques pour les formalités et procédures en matière de création d'entreprises;
  - droit harmonisé des affaires;

- codes des investissements harmonisés;
  - fonds de garantie des investissements;
  - fonds de promotion des PME - PMI;
  - programmes de recherche et formation;
  - autres instruments...etc;
- vii) définir les rôles respectifs des états membres, du Secrétariat de l'IGAD, des chambres consulaires et des groupements professionnels d'opérateurs économiques dans la mise en oeuvre de la stratégie et la gestion des instruments proposés;
- viii) élaborer un projet de protocole portant Stratégie Régionale de l'IGAD en matière d'industrialisation;

**Quant à l'élaboration d'une stratégie IGAD de développement d'un système de transport d'intégration régionale,** il est indispensable de composer une équipe multimodale pour couvrir les composantes des transports ferroviaires, routiers et par voies d'eau intérieures et par conduites.

Cette équipe se referra à chaque mode de transport opérationnel ou en cours de l'être au sein de la sous-région de l'IGAD pour pouvoir formuler les stratégies ci-après:

- i) Stratégie IGAD pour l'harmonisation progressive des politiques des transports
- Analyse des politiques nationales sectorielles et sous-sectorielles des Etats membres de l'IGAD. L'analyse portera sur les différents aspects des transports sauf les aspects infrastructurels et facilitation qui font l'objet des points (ii) et (iii) ci-après.
  - Les possibilités d'harmonisation de ces politiques, leurs avantages, les contraintes;
  - Les stratégies initiées au niveau de l'IGAD en matière d'harmonisation des politiques des transports, notamment dans les cadres COMESA et Communauté Economique Africaine;
  - Formulation d'une stratégie IGAD d'harmonisation des politiques de transports;
  - Les mesures requises pour la mise en oeuvre de la stratégie (aux niveaux national et régional IGAD)
- ii) Stratégie pour le développement et l'amélioration d'infrastructures coordonnées et complémentaires
- Les infrastructures de transport: diagnostic et contraintes;

- La maintenance des infrastructures: les problèmes et les solutions;
  - Le développement équilibré des réseaux: coordination et complémentarité;
  - Les mesures de coordinations modales et inter-modales;
  - Les stratégies acquises relatives aux aspects infrastructurels dans les cadres IGAD, COMESA et Communauté Economique Africaine;
  - Stratégie IGAD de développement et d'amélioration équilibrés des infrastructures des transports;
  - Les mesures requises pour la mise en oeuvre de la stratégie (aux niveau national et régional IGAD);
- iii) Stratégie pour l'élimination des barrières non physiques et physiques aux transports inter-Etats: facilitation
- Les liaisons inter-Etats et de transit IGAD;
  - Les procédures de passage aux frontières et de transit: leurs implications et les possibilités de Nationalisation;
  - Les documents et les réglementations des transports transfrontaliers et de transit: contraintes et possibilités de simplification;
  - Transport multimodal et développement des transports par containers ainsi que des entreprises de transport multimodal: diagnostic, contraintes et solutions possibles;
  - Les stratégies de facilitation des transport inter-Etats et de transit acquises aux niveaux de l'IGAD, du COMESA et de la Communauté Economique Africaine;
  - Stratégie IGAD de facilitation des transports inter-Etats et de transit;
  - Les mesures requises pour la mise en oeuvre de la stratégie IGAD de facilitation des transports inter-Etats et de transit.
- iv) Stratégie pour la promotion et la mise en oeuvre des objectifs COMESA et Communauté Economique Africaine dans le domaine des transports
- Situation de mise en oeuvre des objectifs COMESA et de la Communauté Economique Africaine dans le domaine des transports autres que ceux mentionnés aux points (i), (ii) et (iii) ci-dessus;
  - Stratégie IGAD pour la promotion et la mise en oeuvre de ces objectifs;
  - Les mesures acquises pour la mise en oeuvre de cette stratégie;

Les projets de Termes de Références détaillés sont annexés à ce document.

## **C. CONSULTATION AVEC LA COOPERATION DE L'AFRIQUE DE L'EST (EAC)**

### **1. Mandat et objectifs de la coopération de l'Afrique de l'Est**

La coopération de l'Afrique de l'Est est une organisation intergouvernementale composée de la République du Kenya, de la Tanzanie et de l'Ouganda. Les trois pays couvrent une superficie de 8 million de Km<sup>2</sup> et disposent ensemble d'une population de 80 millions d'habitants.

La coopération de l'Afrique de l'Est est appelée à jouer le rôle de coordinateur entre les états membres dans la mise en oeuvre des programmes portant sur le renforcement et l'approfondissement de la coopération afin de promouvoir un développement économique, politique, social et culturel en faveur des peuples sur une base équitable des avantages mutuels.

La coopération de l'Afrique de l'Est s'est fixée des objectifs ci-après:

- (i) Renforcer la coopération dans les domaines d'intérêts mutuels pour pouvoir amorcer un développement équitable en faveur des états membres afin de relever le standing de vie des populations;
- (ii) encourager toutes initiatives susceptibles de renforcer des institutions régionales et la libre circulation des personnes et des capitaux aussi bien que des biens, des services et d'information au sein de la sous-région;
- (iii) Accorder une priorité immédiate à la coopération économique afin de promouvoir la coopération et l'intégration politique rénovée à long terme;
- (iv) Renforcer les capacités institutionnelles pour la coopération régionale avec le Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est, petite soit-elle, mais organe coordonnateur pour organiser et superviser les activités spéciales, les études et recherches pouvant faciliter la prise de décisions dans les domaines relatifs à l'intégration régionale.

### **2. Domaines de Coopération identifiés**

Plusieurs domaines économiques de coopération entre les Etats membres de la coopération de l'Afrique de l'Est ont été identifiés, dont: les transports et communications, l'énergie, le développement des compétences technologiques afin de valoriser une production compétitive, aussi bien que la promotion du tourisme, du commerce et de l'industrie.

La coopération de l'Afrique de l'Est estime que la promotion de ces domaines de coopération dépendra largement de certaines politiques et actions ci-après: (i) l'harmonisation et la rationalisation des politiques macro-économiques sectorielles. La mise en oeuvre de ces politiques facilitera la circulation des personnes, des capitaux et des biens

afin de promouvoir le commerce inter-états et les mouvements des investissements; (ii) la promotion et le développement des projets régionaux des infrastructures économiques afin d'éliminer les barrières qui freinent le développement. Ceci pourra renforcer les liens de coopération; (iii) développement des compétences scientifiques et technologiques, surtout dans des institutions d'enseignement supérieur et enfin; iv) promouvoir la coopération entre la coopération de l'Afrique de l'Est et d'autres entités régionales.

Le budget du Secrétariat de la coopération de l'Afrique de l'Est est financé par les Etats membres, tandis que les projets et programmes régionaux sont financés par des ressources extérieures.

### **3. Ordre de priorité des domaines de coopération identifiés**

Depuis le démarrage du Secrétariat de la Commission pour la Coopération de l'Afrique de l'Est, plusieurs activités ont été initiées dans les domaines de coopération déjà identifiées. Parmi ces activités figurent l'organisation et la coordination des réunions sectorielles.

Les domaines de coopération identifiés ont pour objet la mise en valeur de la coopération de l'Afrique de l'Est. Les activités entreprises pour mettre en valeur la coopération régionale portent notamment sur **la politique d'orientation des programmes et les programmes de développement**. Il s'agit des activités relatives à la politique d'harmonisation, de rationalisation et de l'administration. Quant activités portant sur les programmes de développement, elles seront entreprises par les secteurs publics et privés des Etats membres.

#### **i) Politique d'orientation des programmes prioritaires**

Dans l'ordre de priorité, les activités à entreprendre par la coopération de l'Afrique de l'Est porteront sur: la politique d'harmonisation et de rationalisation; le développement des compétences technologiques, le développement et l'harmonisation du cadre institutionnel, juridique et la sécurité dans la sous-région.

En ce qui concerne la politique de l'harmonisation et de rationalisation, une attention particulière sera portée sur les politiques macro-économiques et les politiques sectorielles.

Les politiques macro-économiques visent à assurer la stabilité macro-économique des économies des Etats membres y compris ceux de la sous-région.

Ces politiques devront assurer le maintien d'une faible inflation, des budgets équilibrés, et d'un faible niveau de déficit. Le déséquilibre dans les comptes nationaux et extérieurs reste la source principale de l'instabilité économique qui entraîne l'inflation, la surévaluation de la monnaie, freinant ainsi le taux de croissance économique. Ces conditions freinent le mouvement des investissements.

Le Secrétariat de la coopération de l'Afrique de l'Est estime que les Etats membres devront harmoniser leurs politiques macro-économiques, pour assurer une stabilité économique dans la sous-région afin de créer des conditions d'une croissance économique et de stabilité.

La politique d'harmonisation dans ce domaine couvrira les politiques fiscales et monétaires. Elle permettra également de développer le cadre macro-économique dans la région en tenant compte de certains paramètres, tels que le niveau à ne pas dépasser dans le déficit budgétaire et les objectifs politiques de libéralisation des politiques nationales qui ont un impact sur le commerce et les investissements.

Dans la sous-région de la coopération de l'Afrique de l'Est, les politiques sectorielles s'appliquent aux secteurs spécifiques de l'économie tels que l'industrie, le tourisme, les investissements, les transports et communications, l'énergie, l'agriculture, l'élevage, l'environnement, etc... Il ressort de toutes les réunions sectorielles organisées sur les domaines de coopération identifiées que, l'harmonisation des politiques reste indispensable pour promouvoir la croissance économique et le développement afin d'avoir un impact sur le commerce et les investissements dans la sous-région. Cette harmonisation des politiques pourra assouplir des formalités commerciales inter-états, des formalités de transit et d'immigration.

La politique d'harmonisation des secteurs du tourisme et des services constitue une des priorités de la sous-région, suite aux potentialités de ces secteurs qui pourraient contribuer largement à la promotion du commerce, l'entrée massive des devises étrangères, le mouvement des investissements et la création des emplois.

Le développement des compétences technologiques est une nécessité dans la sous-région, pour pouvoir augmenter la productivité et la compétitivité au niveau international. Pour disposer des compétences technologiques requises, les Etats membres devront adopter une série de mesures dont: l'identification et le développement des Centres d'Excellence, la Revitalisation du conseil interuniversitaire de l'Afrique de l'Est et la Recherche en commun au niveau de la sous-région.

La stratégie de développement de la coopération de l'Afrique de l'Est prévoit le développement et l'harmonisation du cadre institutionnel juridique, pour encourager le développement socio-économique protégé par une loi commune. Ce cadre institutionnel juridique pourra donner la confiance aux investisseurs et hommes d'affaires, et garantir la sécurité de leurs capitaux investis dans la promotion du Commerce de la sous-région. La stratégie de développement prévoit également, l'actualisation de l'accord transitoire actuel d'une durée de 10 ans, pour élargir son champ d'action dans les domaines de coopération au niveau de la sous-région.

En outre, la Coopération de l'Afrique de l'Est est appelée à assurer la stabilité et la sécurité de la région. **Les Etats membres s'engagent à prendre des mesures communes pour restaurer la paix et la sécurité dans les pays voisins menacés par l'instabilité politique. Le Comité Inter-Etats de défense et de sécurité sera chargé d'étudier des actions diplomatiques ou militaires susceptibles de défendre la stabilité et la sécurité dans la sous-région.**

## ii) Programme de développement

Le programme de développement qui fait l'objet des dispositions de l'accord de la Coopération de l'Afrique de l'Est, contient les secteurs prioritaires dont: le développement des infrastructures économiques et le développement des domaines d'intérêts communs.

• **Développement des infrastructures économiques**

Dans ces infrastructures figurent les télécommunications, les routes, l'énergie, le chemin de fer et l'aviation civile.

En effet, le réseau de télécommunication dans la sous-région nécessite une certaine réhabilitation, tandis que l'approvisionnement en énergie qui reste inférieure à la demande exige des actions concrètes pour pouvoir couvrir les besoins croissants de la sous-région,

La liaison entre les états membres par les transports et communications facilite le commerce frontalier, favorise le maintien de la paix et la sécurité dans la sous-région.

En ce qui concerne le transport routier, le Comité Sectoriel sur les transports et communications a identifié les routes suivantes comme étant des routes d'importance régionale:

- Mombasa-Nairobi-Mau Summit-Malaba-Kampala;
- Mau Summit-Kisumu-Busia-Muwayo;
- Kericho-Isabania-Mwanza;
- Dar es Salaam-Dodoma-Isaka-Mutukula-Kampala;
- Dar es Salaam-Segera-Arusha-Namanga-Kajiado-Nairobi;
- Mombasa-Lungalunga-Tanga-Segera;
- Voi-Traveta-Himo;
- Emali-Oloitokitok-Holili-Himo;
- Nairobi-Naitakikoon-Moyale;
- Naitakikoon-Kitale-Suam-Mbale-Tororo;
- Burkoba-Kikagati-Mbarara;
- Bungoma-Lwakhakha-Mbale;
- Arusha-Dodoma-Iringa;
- Kampala-Mutukula-Kigoma-Tunduma;
- Mbale-Moroto-Lodwar-Namuruputh;

Les projets à formuler sur ces réseaux à vocation régionale devront tenir compte des travaux de réfection et de la réhabilitation.

Certaines routes d'intérêt économique font l'objet des projets d'asphaltage et de réhabilitation dès que le financement sera disponible. Il s'agit notamment des routes ci-dessous: Mwatate - Taveta; Endebess - Suam; Emali - Oloitokitok - Holili -Himo; Isiolo - Mayale; Lusahunga - Biharamulo - Mutukula; Biharamulo- Mwanza; Lungalunga - Tanga; Mutukula - Kyotera; Suam - Muyembe; Arusha - Namanga.

Le réseau de chemin de fer étant d'une importance capitale pour le mouvement des biens, il joue un rôle décisif dans l'intégration économique. Il est proposé la construction d'une nouvelle ligne de chemin de fer entre Musoma, Arusha et le port de Tanga pour relier le Sud de l'Ouganda et le Nord de la Tanzanie.

La mise en oeuvre de ce projet devra tenir compte de la viabilité d'une éventuelle connexion avec le Kenya.

La coopération de l'Afrique de l'Est estime que dans le cadre de l'Aviation civile, la protection et le contrôle de l'espace aérien de la sous-région exige le développement de certaines compétences dans ce domaine. Il s'agit de développer en commun ou d'utiliser les facilités ci-après:

- l'Académie de l'aviation civile de l'Afrique de l'Est installée à Soroti;
- la création d'une région unifiée d'information dans le domaine de vol;
- la création d'un centre de coordination de recherche et de secours.

S'agissant de l'énergie et plus particulièrement de l'électricité, il constitue l'input principal pour le développement industriel. Le développement du secteur de l'énergie dans la sous-région pourra attirer les investisseurs dans la sous-région. A cet effet, dans le cadre de la coopération sous-régional, une attention particulière devra être portée sur ce qui suit:

- Interconnexion des réseaux électriques;
- Interconnexion des réseaux électriques frontaliers;
- Elaboration des plans directeurs de l'énergie au niveau national;
- Elaboration du plan directeur de l'énergie au niveau de l'Afrique de l'Est;
- Recherche en commun pour le développement de l'énergie solaire;
- Etude sur la possibilité de promotion et d'échange de données et d'information sur l'exploration du pétrole, de biomas et d'autres sources alternatives d'énergie.

Quant au développement des domaines d'intérêt économiques communs, la coopération de l'Afrique de l'Est a identifié les activités ci-après:

- La gestion de l'environnement et des ressources du Lac Victoria;
- L'agriculture et l'élevage pratiqués dans les zones pastorales arides occupées par les Maasai, les Turkana et les Karimonjong;
- Les parcs touristiques;
- Le commerce et l'industrie dans les villes frontalières.

La mise en oeuvre des programmes des infrastructures économiques et des domaines d'intérêts économiques communs dépendra de la mobilisation des ressources financières auprès des Etats membres et des institutions suivantes: Etats membres, Banques Commerciales, Marché des capitaux, les Institutions nationales de financement, Institutions nationales et Régionales de Financement pour le Développement et les Financements Multilatérales et Bilatérales.

**4. Requête de l'assistance pour une étude d'évaluation de l'état des ports du Lac Victoria adressée par la coopération de l'Afrique de l'Est au CDSR/Afrique de l'Est**

Dans le cadre de mobilisation des ressources extérieures et après consultation avec le Centre de Développement pour l'Afrique de l'Est, le Secrétariat de la coopération de l'Afrique de l'Est a introduit auprès de notre centre **une requête d'assistance portant sur l'étude relative à l'évaluation de la situation des ports du Lac Victoria.**

Dans sa requête, le Secrétariat de la coopération de l'Afrique de l'Est informe notre Centre que selon les informations disponibles, la politique de maintenance des ports, surtout la maintenance des ateliers, des chantiers navals, des télécommunications, des équipements pour l'orientation des bateaux et des dispositions de sécurité, constituent la priorité dans le développement des ports sur les Lacs existant dans la sous-région. Il est donc d'une nécessité impérieuse de développer des paramètres communs et de coordonner les plans relatifs au développement, à la réhabilitation des facilités, à la maintenance de différents ports facilitant ainsi l'échange d'information sur les infrastructures portuaires.

En outre, le Secrétariat de la coopération indique que le Lac concerné par cette requête est **le Lac Victoria** qui dispose des ports ci-après: Kisumu, Jinja, Port Bell, Bukoka, Kemono Bay, Mwanza Sud (port du sud pour les marchandises), Mwanza Nord (port du Nord pour les passagers) et Musoma. L'étude d'évaluation de tous ces ports a comme objectif: - **Etablir la situation opérationnelle exacte des ports concernés sur le Lac Victoria;**  
- **Identifier les besoins de ces ports pour les rendre plus opérationnels.**

Le Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est donne à l'équipe du Centre de Développement Sous-régional pour l'Afrique de l'Est chargée d'effectuer l'étude d'évaluation des ports du Lac Victoria, le mandat ci-après:

- Recenser les ports disposant des facilités de maintenance maritime et ayant des compétences pour satisfaire les besoins de la sous-région;
- Evaluer les capacités et les disponibilités des facilités d'amarrage y compris les Kways pour le chargement et le déchargement des navires cargo et des passagers;
- Etablir la situation des carburants, des digues;
- Evaluer les facilités de communication et de contrôle;
- Evaluer les facilités disponibles en faveur des passagers;
- Déterminer les capacités de stockage y compris les entrepôts pour les cargo et les facilités pour les containers spécialisés, au lieu de destination;
- Etablir l'état de besoins nécessaires à la navigation, les capacités de recherche et de sauvetage et autres mesures de sécurité.
- Evaluer les mesures de contrôle de pollution y compris les systèmes existant pour le nettoyage du Lac Victoria;
- Déterminer les facilités de chargement et de déchargement;

- Déterminer et évaluer l'état des dock flottants.

Les recommandations devront contenir le programme d'amélioration des Ports du Lac Victoria, étalé sur différentes phases.

Pour répondre à la requête du Secrétariat de la Coopération de l'Afrique de l'Est, notre Centre a déjà pris les dispositions pour envoyer sur le terrain, une équipe composée d'un expert et d'un consultant pour mener l'étude d'évaluation des ports du Lac Victoria.

#### **D. CONSULTATION AVEC LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET LE PNUD**

##### **i) Consultation avec le Ministère du Plan**

Lors de cette consultation, il a été constaté que le Gouvernement de la République Démocratique du Congo accorde une importance particulière à "**L'organisation du Séminaire pour l'équité et la responsabilisation économique des femmes dans un processus démocratique**" qui aura lieu à Kinshasa du 21 au 24 octobre 1997.

En effet, ce séminaire se penchera sur les préoccupations des femmes de la République Démocratique du Congo dans le système politique en évolution dans leur pays. Parmi les modules qui seront discutés dans les groupes de travail, figurent:

- **La formation des femmes au rôle de dirigeant**
  - Intégration des préoccupations des femmes dans les systèmes politiques démocratiques;
  - Concepts et perspectives de développement sexo-spécifiques
  - Perspectives spécifiques dans les organisations;
  - Intégration des femmes dans la planification des projets;
  - Mobilisation des femmes et consultation pour la prise de décisions et la planification;
  - Techniques de lobbying et de sensibilisation.
- **Promotion du secteur privé féminin dans des systèmes politiques en évolution**
  - Modalités de mise en place de mécanismes micro-financement pour certaines micro-entreprises;
  - Formation à la direction d'entreprises, technologie et gestion;
  - Accès du secteur privé féminin au financement;
  - Perspectives concernant les femmes d'affaires dans le secteur informel;
  - Le défi posé par la concurrence mondiale et les entreprises féminines.
- **Information pour le développement et gestion de réseaux**

Le nombre de participants sera d'environ 45 avec une représentation proportionnelle des secteurs productifs et des services; ainsi que des services d'appui tels que les mécanismes nationaux pour les femmes, les femmes entrepreneurs, les femmes jouant un rôle politique, les institutions financières formelles et informelles, le secteur rural, les ONG compétentes. De plus, dans le but d'instituer un partenariat pour les activités futures, d'autres institutions telles que le PNUD, la Banque Mondiale, l'UNICEF, l'ONUDI, UNIFEM,

les ONG, les OIG, les donateurs bilatéraux seront invitées à participer et à partager leur expérience. Quelques femmes influentes au niveau sous-régional seront invitées pour enrichir les débats.

Les participants au Séminaire de Kinshasa auront également à examiner des projets qui seront présentés par des ONGs des femmes de la République Démocratique du Congo, projets pouvant bénéficier des interventions des ONG étrangères, plus spécialement des ONG belges pour leur réalisation.

**ii) Consultation avec le PNUD**

Le PNUD a informé notre Centre qu'il avait dans son programme de travail, l'intégration de la femme au développement. Ce programme comprend également l'organisation des séminaires, workshop et des consultations avec des ONG opérant en République Démocratique du Congo (RDC).

Pour faciliter la mise en oeuvre de ce programme, un poste de chargé du programme " Femme " a été créé au sein du bureau du PNUD. En accord avec le Gouvernement de la RDC, il a été créé également un poste de coordonnatrice de ce programme, comme étant la liaison et le mécanisme de consultation régulière entre les deux partenaires.

Le Bureau du PNUD a accueilli avec beaucoup d'enthousiasme l'idée de notre centre d'organiser en partenariat le séminaire sur l'équité et la responsabilisation économique des femmes, à Kinshasa en RDC.

**iii) Consultation avec certaines ONG nationales et belges**

Lors des consultations avec certaines ONG nationales et belges installées à Kinshasa, il a été constaté que dans les programmes de ces ONG qui ont le volet "femme" figurent les activités ci-après: la santé, la formation, l'agriculture et l'élevage, la transformation des produits agricoles, l'environnement, etc....

En ce qui concerne la santé, ces ONG planifient des actions de santé publique, réhabilitent et installent des infrastructures sanitaires en République Démocratique du Congo, conformément aux directives officielles en la matière. Elles interviennent dans le développement intégral et participent à la formation et à l'éducation.

S'agissant de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation agricole, les ONG concernées bénéficient parfois des aides techniques pour la réalisation des projets concrets.

Quant à la coordination de ces ONG, elles dépendent de deux structures différentes. Les ONG belges visitées sont coordonnées par la section de la coopération et opérations humanitaires représentant l'Administration générale de la coopération au Développement (AGCD) à l'Ambassade de Belgique au Congo/Kinshasa.

Le Chef de Section de la coopération belge en RDC a accueilli avec enthousiasme l'organisation du séminaire sur l'équité et la responsabilisation économique de la femme dans le processus politique en évolution. Il a exprimé un intérêt particulier sur la réunion consultative à organiser en marge de ce séminaire entre les ONG femmes présentées au séminaire et certaines ONG belges opérant au Congo. Il a indiqué également que les

interventions de ces ONG dans certains secteurs socio-économiques étaient très significatives.

Les ONG de la République Démocratique du Congo sont coordonnées par le Conseil National des ONG de Développement (CNONGD). Certaines ONG sont affiliées à d'autres collectifs d'ONG, tels que: la FALECO et la COPEMECO.

Lors d'une consultation avec l'une des ONG congolaise "Le groupe de Recherche et d'Appui Méthodologique aux Initiatives de Développement (GRAMID)", notre centre a été informé d'un projet intitulé "ERGOTHERAPIE" DES FILLES SEXUELLEMENT EXPLOITEES PAR L'INSTALLATION ET LE FONCTIONNEMENT DE TROIS RESTAURANTS POPULAIRES".

Ce groupe "GRAMID" constitue une cellule d'appui aux personnes en situation difficile, dont les femmes et les jeunes. Ce groupe appuie également le mouvement associatif des jeunes et de femmes à Kinshasa et en République Démocratique du Congo, en vue de soutenir les efforts que déploient ces derniers pour survivre et se développer dans un contexte caractérisé par la crise.

En effet, la crise qu'a traversé l'ex-Zaïre a laissée derrière elle des familles désunies et des enfants condamnés à se prendre très tôt en charge en exerçant des métiers de survie. Pendant que les garçons produisent des jouets, portent des colis, cirent des chaussures, etc..., les filles s'adonnent souvent à la prostitution, parfois dès 9 ans d'âge. Beaucoup de filles se débattent depuis plus de 10 ans sans trouver d'issue. Faute d'alternatives à 02 heures du matin, elles sont debout dans les tunnels à attendre d'éventuels clients les plus divers, pour s'adonner avec eux au commerce sexuel. Elles sont ainsi exposées aux intempéries, aux injures des passants, à l'exploitation sexuelle (en terme de rapports sexuels sous payés ou impayés), à la fatigue physique, après avoir supporté la charge de 5 à 10 partenaires sexuelles par nuit.

Le "GRAMID" s'est donné le devoir d'identifier ce groupe de filles pour les récupérer et les intégrer dans la vie sociale normale. Un groupe de 5 filles a ouvert avec l'appui du GRAMID, un petit restaurant. L'objectif poursuivi en GRAMID est d'installer 30 jeunes filles au travail de restaurateur et à la préparation des mets usuels qui sont à la portée de la majorité de la population. Il est proposé d'enrouler ces jeunes filles désœuvrées dans d'autres métier tel que le tricotage, petit commerce, coiffeuses, etc...

L'objectif est de permettre à ces jeunes filles d'acquérir un métier plus digne et présentant peu de risques pour leur vie. C'est une meilleure prise en charge des filles par un travail plus stable. Une bonne intégration de ces jeunes filles dans la vie sociale normale pourra avoir comme impact:

- la réduction progressive de la dépendance des filles face au Commerce et aux partenaires sexuels;
- la diminution du caractère commercial de leurs rapports sexuels entraînant la diminution du nombre de passes par nuit;
- la diminution sensible du risque d'attraper les maladies sexuellement transmissibles dont le SIDA, ainsi que de grossesses non désirées;

- la sécurité professionnelle et sociale, garantissant ainsi le bien-être et la paix sociale;
- la réduction du nombre de filles vivant uniquement de la prostitution;
- une meilleure santé pour les filles et l'accroissement de la solidarité entre elles.

iv) **Préparation technique du Séminaire**

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo apprécie l'initiative prise par notre Centre d'organiser le séminaire pour l'équité et la responsabilisation économique de la femme dans le processus démocratique à Kinshasa. Il estime que cette initiative s'inscrit parfaitement dans le cadre des priorités de son pays, notamment: la promotion de la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté dont les femmes sont à la fois bénéficiaires et agents de production.

Pour assurer la réussite des travaux de ce séminaire, un comité de coordination a été institué pour réaliser toutes les activités techniques préparatoires. Ce comité se compose des représentants des Ministères du Plan et Développement et des Affaires Sociales chargé de la famille.

Après consultation avec le Gouvernement de la RDC, le 24 octobre 1997 ont été retenues pour l'organisation du séminaire sur "l'équité et la responsabilisation économique des femmes dans un processus démocratique.